



2019

Qu'est-ce qui explique la montée des tensions et des conflits entre majorités et minorités au Xinjiang?

Reza Hasmath, *University of Alberta*

Qu'est-ce qui explique la montée des tensions et des conflits entre majorités et minorités au Xinjiang?

Reza Hasmath

English Citation:

Hasmath, R. (2019) "What Explains the Rise of Majority-Minority Tensions and Conflict in Xinjiang?", *Central Asian Survey* 38(1): 46-60.

Qu'est-ce qui explique la montée des tensions et des conflits entre majorités et minorités au Xinjiang?*

Reza Hasmath, Université d'Alberta

Résumé: Au cours de ces dernières années, on a assisté à une augmentation de la violence interethnique en Chine. Alors que la répression ethnoculturelle et les politiques inefficaces de l'État sont à juste titre attribuées comme les principaux responsables de cette réalité, cet article suggère que les facteurs socio-économiques jouent également un rôle fondamental. En s'appuyant sur le cas du Xinjiang, l'article présente les tensions et la violence ethniques comme une manifestation et une expression d'une conscience ethnoculturelle croissante et exacerbée découlant du faible statut socio-économique des minorités ethniques dû, en partie, à la migration interne des Han, et d'un processus de marché du travail qui a façonné un marché du travail divisé et segmenté.

Mots-clés: Xinjiang, minorité ethnique, Ouïghour, conflit, violence, marché du travail

Introduction

Les violences interethniques sont en augmentation en Chine continentale. Le 18 septembre 2015, une attaque au couteau à Aksu, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang (XUAR), a coûté la vie à près de 50 individus et en a blessé 50.¹ Le 1er mars 2014, une autre attaque au couteau dans la gare de Kunming a coûté la vie à 29 personnes et en a blessé 130 autres. Les médias d'État chinois ont allégué que des militants ouïghours étaient les assaillants dans les deux cas. En novembre 2013, l'explosion d'une voiture sur la place Tiananmen à Pékin par 5 Ouïghours a fait 2 morts et 40 blessés. Cet événement a suivi deux flambées distinctes de violence signalées au Xinjiang entre les Ouïghours et les Han (la majorité nationale, mais l'une des nombreuses minorités régionales du XUAR) les 26 et 28 juin 2013, où 35 personnes ont été tuées au total. Cet événement tombait à point nommé puisqu'il s'est produit autour du quatrième anniversaire des émeutes d'Urumqi de juillet 2009, qui ont fait 197 morts et 1 721 blessés. Il suffit de dire que les actes répétés de violence liés aux minorités ethniques² au cours des dernières années ont fait des centaines de morts et des milliers de blessés dans toute la Chine.

Les idées reçues suggèrent que les tensions se sont accrues en raison de la répression ethnoculturelle et des politiques d'État qui limitent les pratiques religieuses, suppriment progressivement l'enseignement des langues minoritaires dans les écoles et encouragent la marchandisation et la représentation négatives des minorités ethniques.

Le Parti communiste chinois (PCC) reste une organisation farouchement athée. Tous les membres du Parti et les employés de l'État n'ont pas le droit de porter des vêtements religieux tels que les foulards et les couvre-chefs islamiques (y compris la *doppa* pour les hommes), ni de se livrer à des pratiques religieuses telles que le jeûne du ramadan. Alors que l'article 36 de la Constitution chinoise garantit la "liberté de religion", dans la pratique, il est interdit aux personnes de moins de 18 ans d'entrer dans les lieux de culte tels que les églises, les temples et les mosquées, et de prier dans les écoles. L'étude des textes religieux n'est autorisée que dans les écoles publiques désignées (Hasmath, 2011). Il existe des témoignages documentés selon lesquels des informateurs du gouvernement assistent régulièrement à des rassemblements, des

sermons ou des prières dans des églises, des temples et des mosquées locales (Fuller et Lipman, 2004; Tam et Hasmath, 2015).

En outre, les autorités chinoises ont lentement supprimé l'utilisation des langues des minorités ethniques comme principal moyen d'enseignement dans la majorité des écoles, en les remplaçant par le chinois mandarin comme langue de travail dominante (Schluessel, 2009). La réaction de certains membres de la communauté ouïghoure du Xinjiang est une réaction de résistance, allant même jusqu'à susciter des violences potentielles. Par exemple, en mai 2014, une manifestation de masse devant les bâtiments gouvernementaux d'un canton d'Aksu a tourné à la violence lorsque les participants ont frappé le directeur d'une école et un fonctionnaire du canton, et lancé des pierres sur les bâtiments. En guise de riposte, les autorités de l'État répondent généralement que le passage à une utilisation quasi universelle du chinois mandarin dans les écoles permet aux minorités ethniques d'être sur un pied d'égalité avec les Han sur le marché du travail et, par conséquent, de maximiser leur potentiel éducatif. La question de savoir si cette stratégie a été couronnée de succès est une autre histoire, avec des résultats mitigés concernant le rendement de l'éducation rapportés dans la littérature (voir Hasmath 2007, 2008, 2010, 2011; Howell, 2013; Hasmath et Ho, 2015; Cherng et al., 2016; MacDonald et Hasmath, 2018).

Il suffit de dire que ces pratiques, en somme, peuvent potentiellement conduire à un processus qui prive les jeunes des minorités ethniques de l'ancrage dans les valeurs ethnoculturelles traditionnelles. Un manque d'exposition significative aux pratiques de groupes ethnoculturels à un jeune âge encouragera probablement les minorités ethniques à adopter l'idéologie séculaire de l'État chinois, plutôt que de pratiquer des pratiques de groupes ethnoculturels à l'âge adulte (voir Zang, 2015).³ La pression exercée pour que les minorités ethniques adoptent la culture Han plutôt qu'une culture hybride minorité ethnique/Han, ou la culture des minorités ethniques en tant que telle, est encore exacerbée par la marchandisation des minorités ethniques (Hasmath, 2014). Des études portant sur les minorités ethniques de la Chine et leurs interactions avec le groupe ethnique majoritaire Han ont suggéré que l'État chinois moderne a tendance à dépeindre les minorités ethniques comme des praticiens exotiques de traditions "arriérées", et enclins à la pauvreté et à l'analphabétisme. Cette image s'oppose à celle de la majorité Han, qui est considérée comme unie, moderne et "supérieure" (Gladney, 1994; Blum, 2001; Leibold, 2009; Wangdu, 2011; Cheung, 2012). Pour le jeune membre d'une minorité ethnique, "agir comme un Han" est généralement considéré comme le passeport pour l'acceptation sociale et un statut plus élevé, étant donné qu'il est perçu comme un marqueur de sophistication et de "modernité" par les Han; bien que, fait intéressant, Smith Finley (2007; 2013) suggère qu'il pourrait être considéré comme honteux et traître par de nombreux membres de la communauté ouïghoure.

Les effets globaux des politiques et des pratiques de l'État sur les minorités ethniques, associés à la présence numérique croissante des Chinois Han dans les zones autrefois dominées par les minorités ethniques, ont conduit les minorités ethniques plus âgées à s'inquiéter du fait que leur progéniture soit détournée de leurs pratiques ethnoculturelles traditionnelles par l'attrait du matérialisme Han. Comme l'a déclaré une femme ouïghoure à la suite des émeutes de juillet 2009, les Han "ne respectent pas notre mode de vie... nous voulons notre dignité" (New York Times, 2009).

Si, jusqu'à présent, la répression ethnoculturelle et l'inefficacité des politiques de l'État ont été correctement identifiées comme les principaux responsables de la montée des tensions entre les minorités ethniques chez les Ouïghours du Xinjiang, la dimension socio-économique n'a pas été étudiée de manière approfondie en tant que facteur contribuant directement à la montée des

tensions ethniques, comme le laisse entendre la littérature plus large sur les conflits ethniques plus importants dans un contexte non chinois (voir Fearon et Laitin, 2000; Habyarimana et al., 2007; Miguel et Guegerty, 2004). Cet article se concentre sur cet aspect à travers une exploration approfondie de l'intégration socio-économique des Ouïghours – au niveau du marché du travail dans une économie de marché en évolution – et, à travers le prisme de leur négociation sur le terrain avec la migration interne rapide des Han dans les villes du Xinjiang.

Deux théories sont particulièrement utiles comme point de départ pour relier le profil socio-économique des minorités ethniques à une conscience ethnoculturelle croissante et accrue et aux tensions ethniques. La théorie de la segmentation du marché du travail met en évidence la façon dont la concurrence pour les emplois conduit à des frictions entre des groupes particuliers, et donc à leur cristallisation politique (Bonacich, 1972; Wilson, 1980). Inversement, la théorie de la segmentation de la main-d'œuvre illustre l'exploitation par le capital des divisions de groupes à des fins de gain économique (Reich et al., 1973). Il vaut la peine de vérifier si les processus actuels du marché du travail – impliquant l'agence (par exemple, le capital social, le mouvement de la main-d'œuvre) et la structure (par exemple, le marché et les institutions) – façonnent un marché du travail divisé et/ou segmenté au Xinjiang, ce qui peut potentiellement contribuer à une conscience ethnoculturelle accrue et renforcée. Ce scénario est compliqué en raison du marché du travail du Xinjiang qui a subi une transformation substantielle en raison de la migration interne massive des Han. Un nombre croissant de migrants Han se dirigent vers les villes du Xinjiang, poussés par la pression démographique et attirés par la transformation structurelle de l'économie. En bref, l'article évalue si les tensions et la violence ethniques sont une manifestation et une expression d'une conscience ethnoculturelle aiguë et croissante découlant du faible statut socio-économique des minorités ethniques au XUAR.

XUAR: Gestion ethnique de l'État et montée de la conscience ethnoculturelle

Le cas du XUAR est un environnement approprié pour comprendre les interactions entre les minorités ethniques et les Han qui se jouent au quotidien, les effets des politiques de l'État sur les minorités ethniques, et pour approfondir les raisons qui sous-tendent la montée des tensions entre minorités ethniques. Parmi les 113,79 millions de minorités ethniques estimées, qui constituent environ 8,5% de la population totale lors du recensement de 2010, la majorité est traditionnellement concentrée dans les régions occidentales du pays, riches en ressources (NBS/EAC, 2012). Au centre de ces régions se trouve la région autonome du Xinjiang (XUAR), dans le nord-ouest de la Chine - qui occupe un sixième de la masse terrestre totale et détient l'une des plus grandes réserves de gaz naturel et de pétrole du pays, d'une importance stratégique – où résident majoritairement un peu plus de 10 millions d'Ouïghours, un groupe ethnique turc, principalement sunnite et musulman. Comme indiqué précédemment, les échanges entre les Ouïghours et les Han de la région ont été tendus en raison des conflits historiques et contemporains entre les deux parties.

La réponse de l'État aux expressions répétées de mécontentement des Ouïghours du Xinjiang a consisté en une alternance d'approches politiques douces et dures. L'approche douce est justement illustrée par le financement de la construction et de l'entretien des mosquées. Selon le Bureau d'information de l'État, il y a plus de 20 000 mosquées au Xinjiang, ce qui rend cet effort relativement important. En outre, l'État a mis en place des politiques préférentielles en matière d'éducation pour les minorités ethniques, qui consistent en des bourses d'études et des admissions

à l'université sur la base de résultats d'examens inférieurs (Hasmath, 2011; Hasmath et MacDonald, 2018).

L'approche politique dure est illustrée par la tentative de l'État de "rééduquer" et de "réformer" les chefs religieux pour s'assurer qu'ils ne prônent pas l'"extrémisme" islamique ou les "activités religieuses illégales" telles que définies par l'État, ou pour empêcher les chefs de tisser des liens entre les quelque 21 millions de musulmans en Chine (chiffre tiré du bureau de l'Administration d'État des affaires religieuses de Chine). Sur ce dernier point, l'établissement de liens ethno-religieux a été un point de départ dans d'autres juridictions pour favoriser une conscience collective qui crée une division et, en fin de compte, conduit à une mobilisation politique potentielle (voir Giuliano, 2000; Posner, 2004). L'État chinois tient à éliminer cette possibilité au Xinjiang.

L'approche politique forte est fondamentalement un appareil de sécurité. Des efforts considérables sont déployés pour réprimer les constructions "illégalles" de mosquées lorsque l'État les perçoit comme une menace pour la sécurité. Dans la région actuelle du XUAR, la présence sécuritaire est de plus en plus visible, comme en témoigne le déploiement d'un "système de gestion sociale" basé sur une grille. Essentiellement, les communautés du XUAR ont été divisées en zones, puis un groupe de membres du parti est affecté à chaque zone où il est chargé de contrôler et de surveiller les diverses activités qui menacent, ou pourraient menacer, la "stabilité sociale" (Mitchell, 2015). Début 2014, le gouvernement a annoncé qu'environ 200 000 cadres vivront avec les communautés locales du Xinjiang, ce qui en fait une entreprise potentiellement vaste et importante (Luo, 2014). Dans la pratique, il n'y a pas de conformité quant à la manière dont la surveillance est menée. Elle varie en fonction de la région. Au minimum, les membres du Parti disposent de technologies relativement sophistiquées s'ils choisissent de les utiliser – et celles-ci semblent être employées plus facilement dans les zones urbaines. Il peut s'agir de l'utilisation de caméras HD antiémeutes, de boîtes de police et de l'introduction de routes d'inspection ouvertes 24 heures sur 24. En outre, les Ouïghours, tant dans la région autonome du Xinjiang que dans l'ensemble du pays, font l'objet d'une surveillance et d'un contrôle aléatoire de la part des autorités de l'État, qui justifient leurs actions en invoquant la nécessité de renforcer les mesures de sécurité compte tenu de la montée des conflits visibles dans la région, comme illustré précédemment.

Dans cette interaction entre les Ouïghours et les Han, on assiste à la montée d'une conscience ethnoculturelle qui s'articule souvent autour de la mise en évidence des différences avec les Han. Comme Gladney (1996) l'a astucieusement noté il y a vingt ans, mais qui s'applique également aujourd'hui, les Ouïghours souscrivent à certaines identités dans des moments de relations sociales hautement contextualisées. Par exemple, le lien étroit qui existe entre l'identité musulmane et l'identité ouïghoure a fait que toute évolution des autorités de l'État dans la réglementation des pratiques ethnoculturelles, par le biais de diverses politiques douces ou dures, a été une source de discordance pour les Ouïghours. Smith Finley (2007) va un peu plus loin que Gladney, en décrivant spécifiquement six façons dont la conscience ethnoculturelle se manifeste sur le terrain: (1) la répétition quotidienne de stéréotypes négatifs sur les Chinois Han; (2) la ségrégation symbolique, spatiale et sociale des Chinois Han; (3) la diffusion d'une représentation alternative des Han et des Ouïghours en tant que colonisateurs/colonisés par le biais de chansons populaires ouïghoures; (4) la croissance de l'islam orthodoxe; (5) le renforcement du tabou sur les mariages mixtes Ouïghours-Han; et (6) un cosmopolitisme sélectif par lequel les Ouïghours ont embrassé les cultures d'Asie centrale. En utilisant ces stratégies, les Ouïghours créent un

discours qui rejette l'unité nationale et remet l'accent sur les différences ethnoculturelles et sociales avec les Han.

Du point de vue de l'État, la montée de la conscience ethnoculturelle chez les Ouïghours, si elle n'est pas traitée de manière adéquate, peut exacerber la dissidence et l'agitation sociale. C'est le raisonnement qui sous-tend l'adoption par l'État d'approches politiques douces et dures, avec un accent croissant sur la seconde. Bien sûr, comme Smith Finley (2002, 156) le souligne à juste titre, ces mêmes différences n'ont pas empêché les Ouïghours d'interagir avec les Han dans le passé, lorsque cela était possible.

Modèles de migration et de peuplement

Lors de la création de la région autonome du Xinjiang en octobre 1955, le PCC a mis en place un programme de réinstallation des Han dans la région. En conséquence, la population Han du Xinjiang a augmenté de façon constante, passant de 3,6 millions de personnes au moment de la création du XUAR à 21,8 millions en 2010. En d'autres termes, la population du XUAR a augmenté à un taux annuel moyen de ~2,9%, alors que le chiffre correspondant au niveau national était de ~1,5%. Dans l'ensemble, entre 1953 et 2010, la population chinoise Han a augmenté sa part de la population totale de la région de 6,1% à 40,1% (calcul effectué à partir des annuaires statistiques du Xinjiang). L'augmentation soudaine du nombre de résidents Han au cours de cette période a deux effets principaux. Premièrement, il y a eu une expansion non durable de l'industrie et de l'urbanisation qui l'accompagne. Deuxièmement, le Xinjiang n'a pas connu de graves pénuries alimentaires pendant cette période et a donc reçu un afflux de migrants internes provenant d'autres régions de la Chine à la recherche de nourriture (Pannell et Ma, 1997). Bien sûr, la manière la plus élémentaire de caractériser la migration des Han vers le Xinjiang à l'époque contemporaine est qu'elle est généralement le résultat d'un effort orchestré et systématique de l'État pour augmenter la population des Chinois Han dans la région.

Historiquement, les Chinois ont contrôlé le Xinjiang par la construction de garnisons et d'établissements urbains en encourageant la migration des Han (Gaubatz, 1996; Van Wie Davis, 2008). Dans cette tradition, le PCC a continué à utiliser de telles méthodes de contrôle en tandem avec des colonies agricoles, sous la forme du Corps de production et de construction du Xinjiang (XPCC) ou *Bingtuan*, toujours actif, établi en 1954 – créé à l'origine pour employer des troupes démobilisées. Le XPCC est l'un des trois principaux organes administratifs du Xinjiang et fonctionne comme une société autonome dotée de ses propres organes de sécurité publique et de justice. En 1996, il a été élevé au même statut politique que le gouvernement du Xinjiang (voir Seymour, 2000 pour plus de détails). L'une des conséquences pratiques de la consolidation du pouvoir par le biais de cette structure administrative est qu'elle place les Ouïghours en concurrence structurelle avec les Han et d'autres groupes minoritaires, consolidant ainsi le pouvoir politique entre les mains de fonctionnaires de haut niveau majoritairement Han (voir Millward et Tursun, 2004). Par exemple, en 2009, le XPCC a recruté environ 894 postes de fonctionnaires, dont 744 ont été réservés aux Chinois Han, 137 sans restriction ethnique, 11 ont été réservés aux Ouïghours et 2 aux Kazakhs. À l'heure actuelle, on estime que 13% de la population du Xinjiang est directement liée au *Bingtuan* (voir le site web du XPCC), avec une répartition démographique ethnique de 88% de Chinois Han (~2,2 millions d'habitants) contre moins de 7% de Ouïghours (~165 000 habitants).

Tableau 1: Parts de la population ouïghoure et han dans la région urbaine de la XUAR, 1991-2011

	Ouïghours			Han		
	1991 %	2000 %	2011 %	1991 %	2000 %	2011 %
Aksu	46.01	38.07	50.92	52.73	60.06	47.46
Altay	2.63	2.80	2.16	59.60	54.55	59.34
Artush	81.76	79.75	79.01	6.22	8.10	9.06
Bortala	19.17	15.44	16.14	61.01	67.97	66.84
Changji	3.13	2.87	3.00	75.85	77.46	73.08
Hami	26.17	21.19	21.43	65.94	71.73	70.94
Hotan	81.06	82.40	88.19	18.60	17.01	11.38
Karamay	15.27	13.78	15.6	75.97	78.07	74.85
Kashgar	74.89	77.36	82.01	24.02	21.78	17.05
Korla	32.29	26.36	25.78	64.52	69.84	70.46
Kuytun	0.28	0.47	0.33	95.43	94.62	94.75
Shihezi	1.04	1.20	1.37	95.50	94.53	93.85
Tacheng	3.64	3.19	3.01	64.02	63.73	63.22
Turpan	72.67	70.38	72.38	19.48	21.95	20.25
Urumqi	12.43	12.79	12.63	72.88	75.30	72.65
Yi'ning	51.29	45.54	48.27	32.11	38.77	35.94

Source: Calculé à partir de NBS/EAC 2003 et de l'annuaire statistique du Xinjiang 2012.

Les Chinois Han du Xinjiang ont également tendance à s'installer dans les zones urbaines plus riches du nord du Xinjiang, tandis que les Ouïghours ont tendance à constituer la majorité dans les zones rurales ou les zones urbaines plus pauvres du sud du Xinjiang. Officiellement, 80,8 pour cent des Ouïghours résident dans les zones rurales, contre 46,4 pour cent pour les Chinois Han; 9,0 et 10,1 pour cent des Ouïghours vivent en ville, contre 13,0 et 40,6 pour cent pour la population Han (calculés à partir de NBS/EAC, 2003).⁴ La forte présence des Han dans les villes peut être interprétée comme une forme de colonisation interne des Han par encerclement, ou d'envahissement de la population dans la région (voir Sautman, 2000). Cette interprétation est alimentée par des statistiques qui indiquent qu'entre 1991 et 2011, la présence des Han dans les zones urbaines du Xinjiang a augmenté à un taux positif d'environ 1,78%, le taux correspondant pour les Ouïghours étant de -0,07%. Les Chinois Han ont nettement augmenté leur proportion dans les grandes villes, de 1991 à 2011, et de plus de 5% à Bortala, Hami et Korla. Korla, dont l'économie repose largement sur les industries pétrolières et gazières, est l'un des trois principaux centres de production du Xinjiang (les deux autres étant Urumqi et Karamay). En outre, comme le suggère le tableau 1, entre 1991 et 2010, la part des Ouïghours dans la population urbaine a considérablement diminué dans la plupart des grandes villes, notamment celles situées dans le sud et dont l'économie dépend fortement de l'agriculture.

D'un autre point de vue, le taux de natalité des Ouïghours est presque quatre fois supérieur à celui des Han (NBS/EAC, 2012). Par conséquent, il est raisonnable de supposer que l'augmentation de la population urbaine Han résulte principalement de l'augmentation de la

migration interne Han. Le biais Han dans l'urbanisation est une question clé en matière de démographie et de développement au Xinjiang. Comme Hasmath et Hsu (2007) le soutiennent dans le cas de la région autonome du Tibet, la question urgente du développement pour les minorités n'est pas la dominance de la population, mais l'accès aux privilèges du développement urbain, par exemple un revenu plus élevé. Dans le contexte du Xinjiang, l'inégalité régionale et ethnique s'aggrave. En 2000, le PIB par habitant du Xinjiang se situait au douzième rang parmi les 31 provinces et régions de Chine; en 2012, il était au dix-huitième rang. La population Han est concentrée de manière disproportionnée dans les endroits où le revenu moyen est le plus élevé. Il existe une corrélation claire et significative entre le PIB par habitant et la proportion de résidents Han, comme en témoignent les tableaux deux et trois. En fait, chaque point de pourcentage d'augmentation de la part de la population non Han est associé à une diminution attendue du PIB par habitant de 44 RMB (~ 6,60 USD) (voir Wiemer, 2004 pour les calculs).

La division du travail

La division du travail au Xinjiang est largement façonnée par les schémas de migration et d'urbanisation. En particulier, c'est dans les oasis que réside la majorité des Ouïghours, que la terre est rare et que les parcelles cultivées sont insuffisantes pour assurer la subsistance et le travail de la main-d'œuvre disponible. Comme ailleurs en Chine, après l'avènement du système de responsabilité rurale, le secteur agricole n'a pas été en mesure d'absorber la main-d'œuvre excédentaire (voir Lin, 1988; Zhang, 2003 pour plus de détails).

Les forces structurelles qui sous-tendent l'urbanisation peuvent être illustrées de manière frappante en comparant les ratios du PIB à la part du travail. Ceux-ci indiquent la productivité relative de la main-d'œuvre au sein de différentes industries, en termes de contribution de la valeur ajoutée au PIB. Le tableau 2 illustre les parts de main-d'œuvre (pourcentage de personnes employées) et les ratios PIB/part de main-d'œuvre dans les industries primaire, secondaire et tertiaire en 2000 et 2011. On observe que le ratio PIB/part de la main-d'œuvre est le plus élevé dans l'industrie secondaire (qui a généralement des intrants en capital plus élevés) - et c'est de plus en plus le cas de 2000 à 2011. Ainsi, la contribution relative au PIB d'un travailleur dans cette industrie est plus élevée que dans les industries primaire et tertiaire. La contribution à la valeur ajoutée comprend les salaires et les bénéfices. En résumé, les ratios élevés des industries secondaire et tertiaire reflètent les niveaux de salaire relativement élevés dans ces industries (environ 14 000 RMB [~2 100 USD] par an). Ils représentent plus du double de ceux de l'industrie primaire (environ 6 500 RMB [~975 USD] par an), dont la rémunération est particulièrement faible. Dans le XUAR, les industries secondaires sont plus productives que dans l'ensemble de la Chine - ce qui témoigne de la domination structurelle relative de ces industries dans le développement économique du Xinjiang.

Tableau 2: Parts de la main-d'œuvre dans la région du XUAR et dans le pays

	Année	Primaire	Secondaire	Tertiaire
XUAR	2000	21.1	39.5	39.4
	2011	17.2	48.8	34.0
Chine	2000	15.1	45.9	39.0
	2011	10.0	46.0	43.4

Source: Calculé à partir du recensement de la population du Xinjiang de 2002 et de l'annuaire statistique du Xinjiang de 2012.

Tableau 3: Répartition sectorielle par ethnie dans le XUAR

	Ouïghours	Han	Autre
Primaire	59.87	25.13	15.00
Secondaire	18.16	75.61	6.24
Tertiaire	25.56	62.62	11.81

Source: Calculé à partir du recensement de la population du Xinjiang de 2002. ⁵

Le point critique ici est que si les Ouïghours sont fortement concentrés dans les industries primaires, les Han dominent les industries secondaires et tertiaires. En d'autres termes, les ressources stratégiques clés de la région, telles que l'électricité, le gaz et l'eau, sont gérées par des Chinois Han (rapports de cotes: 0,06). Le type et la qualité des emplois occupés par les Ouïghours sont essentiels pour comprendre cette stratification. Les Han se sont déplacés vers le secteur privé - où les minorités ne s'en sortent pas bien - à mesure que l'importance économique du secteur étatique et collectif formel diminue. L'emploi total dans les unités de travail a chuté de façon spectaculaire dans un contexte où le nombre total d'habitants du Xinjiang en âge de travailler a augmenté. En 2000, 2 762 260 personnes étaient des "employés formels" et 4 175 900 étaient des "individus urbains" ou des "travailleurs ruraux". La part des minorités dans l'emploi dans les entreprises d'État locales (40,7 pour cent en 1991; 43,2 pour cent en 1996) dépasse largement leur part dans l'emploi dans les divisions des entreprises d'État centrales (9,4 pour cent en 1991; 10,5 pour cent en 1996) (Annuaire statistique du Xinjiang 1992, 1997). Au niveau le plus rudimentaire, on s'attendrait à une plus grande parité ethnique au niveau des entreprises d'État centrales que les ratios rapportés. Les statistiques officielles dans les années ultérieures ne différencient pas les parts des minorités - de façon spéculative, cela peut être dû au fait que cela met en évidence des inégalités potentielles de longue date. Ces chiffres, ignorés dans les débats sur le colonialisme interne des Han au Xinjiang, sont un signe potentiel de distribution inégale du pouvoir politique.

Tableau 4: Concentration des secteurs professionnels et rapports de cotes par ethnie dans la région XUAR

	Secteur professionnel	Ouïghour %	Han %	Rapports de cotes (Ouïghour/Han)*
Statut élevé, rémunération élevée Professions	Banque, sécurité et assurance	0.06	0.52	0.43
	Recherche scientifique et services techniques	3.33	3.80	0.77
	Électricité, gaz et eau	0.43	1.76	0.06
	Gestion publique et organisation sociale	2.54	4.84	0.28
	Santé, sécurité sociale et protection sociale	0.04	0.46	0.01
	Éducation et culture, Sports et divertissement	2.09	7.38	0.08
	Prospection géologique et gestion de la conservation de l'eau	0.51	6.92	0.01
	Professions à faible statut et à faible rémunération	Restauration et commerce de détail	4.04	12.83
Autres professions		0.39	1.13	0.12
Immobilier		0.26	1.48	0.03
Transport, stockage et poste		1.26	5.51	0.05
Fabrication		3.79	12.80	0.09
Exploitation minière		0.39	2.28	0.03
Construction		0.27	0.97	0.08
Agriculture, sylviculture et animal		80.60	37.32	4.66

Source: Calculé à partir de NBS/EAC 2003.⁶

* Les rapports de cotes comparent les chances de travailler dans un secteur professionnel [p(résultat) / (1-p(résultat))] pour les Ouïghours (numérateur) et les Han (dénominateur). Une valeur de rapport de cotes de 1 indique donc l'équité du groupe; une valeur de rapport de cotes qui est > 1 indique que les Ouïghours sont plus susceptibles de travailler dans ce secteur professionnel particulier; inversement, une valeur de rapport de cotes qui est < 1 indique que les Ouïghours sont moins susceptibles de travailler dans le secteur professionnel respecté. Catégories professionnelles définies par le Bureau national des statistiques.

Les plus récents migrants interprovinciaux chinois Han sont spontanés et ne font pas partie des transferts de population dirigés par l'État. Leur présence dans les zones urbaines et dans les professions à haut statut et à haut salaire (définies dans ce cas comme supérieures au salaire annuel moyen de 10 278 RMB [~1 542 USD]) contribue à la perception du Xinjiang urbain comme une colonie Han interne. Comme le montre le tableau 4, les Han sont surreprésentés dans les professions à statut et à salaire élevés: plus de 35% de la population active Han y réside, contre 13% pour les Ouïghours. D'autre part, les Ouïghours sont surreprésentés dans l'agriculture, où plus de 80% de la population active du groupe est présente (rapports de cotes: 4,66).

La transformation d'une économie planifiée par l'État en une économie de marché au cours des années 1980 et au début des années 1990 a lentement créé une structure de propriété au Xinjiang qui s'est orientée vers le secteur privé (voir Dreyer, 2000 pour plus de détails). Bien que le secteur privé soit relativement faible au Xinjiang par rapport aux autres provinces occidentales, son importance s'est rapidement accrue, représentant environ 20% du PIB total de la région en 2003. Entre 1995 et 2002, le secteur public urbain du Xinjiang a perdu 884 000 emplois et sa part de l'emploi urbain global est passée de 80,6% à 59,0%. En revanche, le nombre total de *getihu* (entreprises privées de moins de huit employés) et de *siying qiye* (plus de huit employés) du Xinjiang a explosé (calculé à partir des annuaires statistiques du Xinjiang). En décembre 2003, le Xinjiang comptait 36 617 *siying qiye* employant 491 657 personnes. Cela représente une augmentation de 31,1% du nombre d'entreprises privées et de 27,0% du nombre d'employés par rapport à l'année précédente. Le nombre de *getihu* a également augmenté au cours des mêmes douze mois pour atteindre 449 911 (augmentation de 4,2%), employant quelque 706 556 personnes (augmentation de 7,7%).

Les Ouïghours s'en sortent relativement mal dans le secteur privé et sont beaucoup moins susceptibles d'être indépendants que les Han. Le secteur privé attire de nombreux migrants internes Han, tout comme le XPCC. Pour cette raison, on pourrait être enclin à recommander que la réduction de la taille du XPCC réduira également la pression sur l'emploi local en diminuant la grande population de travailleurs migrants Han itinérants. Bien que cette recommandation puisse potentiellement être fructueuse, les processus plus profonds liés à la commercialisation de l'économie et aux réseaux sociaux qui fabriquent l'exclusion sociale doivent être pleinement pris en compte dans toute recommandation de changement, comme le suggèrent les sections suivantes.

La commercialisation et la montée de la conscience ethno-culturelle

Compte tenu des tendances actuelles en matière de migration, d'urbanisation et d'économie, on peut conclure qu'il existe une colonie interne han de plus en plus importante dans l'économie politique du Xinjiang. Il n'est peut-être pas tout à fait exact d'attribuer cette réalité à la politique de l'État. La politique de l'État ne perpétue pas ouvertement une division ethnique du travail, malgré les pratiques d'embauche des fonctionnaires du XPCC. En effet, il existe de nombreuses politiques préférentielles de l'État en matière d'admission dans les écoles (voir Hasmath, 2008; 2011), qui, en théorie, peuvent potentiellement augmenter les chances des Ouïghours d'obtenir un statut plus élevé et des emplois mieux rémunérés. En outre, lorsque les Ouïghours et les Han sont nombreux à occuper des emplois peu valorisés et peu rémunérés (91% et 75% respectivement), l'absence de division ethnique du travail réduit la solidarité ethnique. On peut soutenir que ce qui renforce la solidarité et la conscience ethniques chez les Ouïghours en

particulier, ce sont les effets de la commercialisation d'une économie capitaliste émergente dans la région autonome du Xinjiang.

Comme l'illustre la recherche de Hasmath (2008; 2011), malgré un niveau d'éducation plus élevé, les nationalités minoritaires ont généralement des taux d'emploi et des salaires inférieurs à ceux de leurs homologues Han. En général, les Han ont tendance à utiliser leurs réseaux sociaux pour trouver des opportunités professionnelles plus élevées et mieux rémunérées que les minorités - deux tiers de tous les postes trouvés par les Han l'ont été de cette manière, alors que le chiffre correspondant pour les nationalités minoritaires représentait un douzième de tous les postes trouvés. Des processus similaires sont à l'œuvre au Xinjiang. Dans le cadre d'un mode de production socialiste, l'État a été contraint d'intégrer les Ouïghours, et a pu accomplir cette tâche en fournissant des emplois de "bol de riz en fer" (*tie fan wan*) dans les entreprises publiques et collectives.⁷ Essentiellement, au Xinjiang comme dans le reste de la Chine, il existait un système institutionnel de "dépendance organisée" (Walder, 1986), dans lequel l'individu était lié à vie à son unité de travail en échange d'un emploi sûr, indépendamment de son origine ethnique. Toutefois, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, après près d'une décennie de réformes du marché, le système d'affectation des emplois a été abandonné. Les individus étaient désormais invités à créer des emplois pour eux-mêmes et à chercher un emploi dans un secteur privé émergent. En fait, comme nous l'avons déjà mentionné, la plupart des nouvelles embauches au Xinjiang se font maintenant dans le secteur privé, ce qui rend les politiques préférentielles du gouvernement peu efficaces pour contrôler la stratification professionnelle (voir Iredale et al., 2001 pour une discussion plus approfondie). En 2001, un rapport d'enquête de haut niveau du Comité du PCC du Xinjiang a révélé avec franchise que,

la stratégie consistant à choisir entre les deux camps [Han et Ouïghours] lors de l'embauche a été davantage remise en question après l'établissement et le perfectionnement du système économique de marché [...] le pouvoir d'intervention du gouvernement a continuellement diminué [...] et la difficulté de trouver un emploi pour les travailleurs minoritaires s'est accrue [...] et la mise en œuvre de mesures d'égalité des chances est devenue moins réalisable [...] (cité dans Becquelin, 2004, 375).

En effet, ces réseaux sociaux sont ancrés dans le comportement du marché du travail au point de produire des divisions sectorielles entre groupes ethniques. Comme le montre le tableau 4, les Ouïghours ont tendance à occuper des postes à faible statut et à faible rémunération, notamment dans le secteur des services, tandis que les Han occupent des postes dans des industries à forte intensité de capital et à salaires élevés.

Les divisions entre groupes ethniques sur le marché du travail peuvent être plus profondes. Par exemple, de nombreux Ouïghours ne font des affaires qu'avec d'autres Ouïghours, et vice versa, les Han avec d'autres Han (voir Gilley, 2001). Un tel comportement réduit considérablement les revenus des deux parties et affecte inégalement les Ouïghours, étant donné la tendance de ce groupe à occuper des emplois de moindre statut et moins bien rémunérés. De cette manière, l'accès disproportionné à l'économie locale résultant des forces du marché, des schémas de migration et des réseaux sociaux crée et renforce les divisions spatiales, puisque les salaires peuvent également déterminer le lieu de résidence. Les Ouïghours et les Han résident dans des communautés ethniques relativement fermées et interagissent rarement de manière significative les uns avec les autres (voir Cao, 2010 pour une discussion plus approfondie). Leurs conditions de vie sont également moins bonnes que celles des Han, car ils gagnent moins

d'argent. Cela ne présage rien de bon pour l'intégration économique, sociale et politique des Ouïghours à court et à long terme, et cela ne fera qu'intensifier les différences perçues (ou réelles) entre les Han et les Ouïghours, renforçant ainsi les tensions ethnoculturelles.

Discussion et conclusion

Les hypothèses des théories de la segmentation du marché du travail et de la segmentation de la main-d'œuvre sont apparemment pertinentes dans le cadre de l'analyse de l'impact sur l'emploi. Le cas du XUAR. Les preuves suggèrent qu'il existe un antagonisme inhérent à l'économie du Xinjiang, qui est négocié par les acteurs ouïghours et han par le biais de l'utilisation du capital social pour obtenir un emploi. À mesure que l'urbanisation rapide se poursuit, les relations de marché ont le potentiel de précipiter davantage une division sectorielle du travail dans la mesure où le marché du travail est orienté vers la domination des Han sur les postes à statut et à salaire élevés, et inversement, vers la domination des Ouïghours sur les postes à statut et à salaire faibles dans l'ensemble. Comme la stratification professionnelle est susceptible d'entraîner une concurrence entre les Han et les Ouïghours, conduisant à l'exclusion d'un groupe des bénéficiaires du développement économique, cela accroît inévitablement les tensions entre groupes ethniques. En d'autres termes, les processus actuels du marché du travail impliquant l'agence et la structure façonnent un marché du travail divisé et segmenté dans le Xinjiang, ce qui, dans le cas des Ouïghours, est une source primaire de conscience ethnoculturelle croissante.

Les conséquences de la conscience ethnoculturelle croissante créée par un marché du travail divisé et segmenté peuvent être comprises de deux manières. La première traite la situation des Ouïghours au Xinjiang comme une lutte entre l'État dominant et le groupe minoritaire opprimé. La seconde attribue le conflit de groupe à une concurrence intense pour les ressources, l'éducation et les opportunités du marché du travail. Comme le notent Schein (2000) et Hsu et Hasmath (2013), l'État chinois corporatiste est souvent conçu comme beaucoup plus fort que la société. Sous cette apparence, les problèmes des minorités ethniques sont souvent traités comme des luttes d'identité dans lesquelles l'État est généralement confondu avec la majorité Han tandis que les minorités sont alignées sur la "société civile". Les dimensions socio-économiques des tensions et conflits interethniques, bien que reconnues, sont attribuées aux intentions colonisatrices ou aux insuffisances de l'État (voir Moneyhon, 2004). Les processus sociaux quotidiens tels que la division ethnique du travail et la migration ne sont pas pris en compte.

Cet article soutient que l'environnement socio-économique du Xinjiang est un contexte approprié pour comprendre le conflit entre les Ouïghours et les Han. Les changements institutionnels ont détourné les paysans de leur lien avec la terre de leur naissance et ont donné lieu à une migration rurale-urbaine des Ouïghours et des Han en nombre disproportionné. Face à ces évolutions menaçantes, les migrants s'appuient sur les liens qu'ils entretiennent avec leur groupe ou leur ville natale pour s'intégrer à la vie urbaine. Les processus sociaux tels que la discrimination dans l'emploi (voir Hasmath, 2011b) et l'exploitation des travailleurs ont une plus grande propension dans une telle structure, et souvent au détriment des Ouïghours. Ils accentuent donc les divisions du travail et du capital, perpétuant la ségrégation socioculturelle dans l'espace urbain. Comme le suggère l'article, les tensions entre groupes interethniques - et la montée de la conscience ethnoculturelle dans le cas des Ouïghours - découlent du fait que les possibilités d'emploi de ce groupe se limitent à des postes peu valorisés et peu rémunérés.

Les tensions entre les Ouïghours et les Chinois Han ne sont pas simplement une réaction contre l'État, qui est souvent perçu comme un colonisateur interne, mais plutôt un ensemble

d'échanges sociaux forgés par les Ouïghours et les Han, à l'aide d'une analyse coûts-avantages subjective. D'une part, le ressentiment des Ouïghours est dirigé contre ce qui est perçu comme un État majoritairement han qui est protectionniste envers la majorité han - en effet, les cadres han sont plus nombreux que les cadres des minorités au Xinjiang. D'autre part, les tensions sous-jacentes sont exacerbées par les marchés du travail non réglementés, la concurrence inter et intra-groupe qui en découle et les conditions de vie dans lesquelles subsistent les pauvres Ouïghours du Xinjiang. Les mêmes marchés du travail ségrégués et segmentés lient les Ouïghours entre eux et font sans doute partie intégrante de la conscience ethnoculturelle croissante des Ouïghours.

Ironiquement, les incitations économiques continuent d'être l'un des principaux outils utilisés par les autorités chinoises pour gérer la population ouïghoure, une politique démentie par leurs mauvaises performances économiques sur le marché du travail par rapport aux Han. C'était l'un des aspects clés soulignés lors du Forum de travail central (CWF) sur le Xinjiang en 2014. L'⁸idée sous-jacente à la forte croyance des autorités en cette stratégie est que les Ouïghours souhaitent avant tout une vie matérielle économique confortable pour eux-mêmes et leur progéniture – un postulat raisonnable pour tout groupe dans toute société. Toutefois, des complications surgissent – malgré l'amélioration des performances des Ouïghours sur le marché du travail à la suite des réformes du marché – car cette réalité ne s'est pas concrétisée lorsqu'on utilise les expériences des Han comme critère de réussite, ce que de nombreux Ouïghours utilisent comme référence. Les Ouïghours continuent de voir les emplois les mieux rémunérés revenir aux Chinois han, tandis que les postes à forte intensité de main-d'œuvre et mal rémunérés sont réservés aux Ouïghours.

Tant que les inégalités entre les Han et les Ouïghours n'auront pas été corrigées sur le marché du travail, la conscience ethnoculturelle ouïghoure sera exacerbée, et le conflit entre les Ouïghours et les Chinois Han continuera de jouer un rôle important dans l'histoire du Xinjiang. À court terme, les tensions ethniques seront réprimées, comme cela a été le cas dans le passé, par le recours à des politiques dures fortement axées sur la sécurisation. Toutefois, les politiques douces seront éventuellement réemployées. À long terme, ni les politiques douces ni les politiques dures actuellement pratiquées ne s'attaquent aux principales raisons des tensions ethnoculturelles entre les Ouïghours et les Han. Si l'on n'y prend garde, cela conduira tragiquement à des actes de plus en plus nombreux de conflits interethniques sporadiques à l'avenir.

Notes

* Je suis reconnaissant pour les précieux commentaires reçus lors des présentations de différentes versions de cet article à l'Institute of Asia-Pacific Studies, University of Nottingham; Chinese Academy of Social Sciences; Foreign Correspondents' Club of China; Department of Government, Harvard University; Institute for Chinese Studies, The Ohio State University; Workshop on 'Securitisaton, Insecurity and Conflict in Xinjiang', University of Newcastle; Department of Economics, Bates College; et, Centre of Development Studies, University of Cambridge.

¹ Ce chiffre a été rapporté par Radio Free Asia, selon laquelle la majorité des personnes tuées étaient des travailleurs chinois Han. L'incident n'a été reconnu par les médias d'État chinois que deux mois plus tard, lorsque le portail Internet Tianshan a annoncé que 16 personnes avaient été tuées et 18 autres blessées.

² Bien qu'il existe un débat académique animé sur l'utilité d'utiliser les termes "minorités ethniques", "groupes ethniques" (*zuqun*) et nationalités minoritaires (*shaoshu minzu*) en R.P. de Chine (voir Ma, 2001; Maurer-Fazio et Hasmath, 2015), jusqu'à ce qu'un consensus académique soit atteint, cet article emploiera les trois termes avec une intention similaire.

³ Grose (2010) constate que les résultats de la sinification sont mitigés lorsqu'il s'agit de Ouïghours scolarisés dans des classes à dominante Han dans l'est de la Chine.

⁴ L'héritage du système *hukou* (enregistrement des ménages), institué en 1958, doit être pris en compte dans la création de cet écart démographique entre les villes et les campagnes parmi les Ouïghours. Selon le système *hukou*, tous les individus doivent être enregistrés dans la localité où ils résident habituellement - catégorisée en "non-agricole" (urbaine) ou "agricole" (rurale) - et les droits tels que le droit au logement, à l'éducation et à l'emploi sont administrés en conséquence. En conséquence, le système *du hukou* a, dans une large mesure, contrôlé la fréquence de la migration rurale vers la ville (voir Wu et Treiman, 2004 pour plus de détails).

⁵ En raison d'un manque de statistiques publiques, il n'a pas été possible de calculer les chiffres correspondants pour 2011.

⁶ Il s'agit du dernier ensemble de données disponibles publiquement pour calculer la concentration des secteurs professionnels par ethnicité.

⁷ Bien que l'État ait assuré la sécurité de l'emploi tout au long de la vie professionnelle, il était assez fréquent que de nombreuses personnes soient gravement sous-employées, tant dans les entreprises publiques que dans les entreprises privées. En d'autres termes, il y avait une sous-utilisation de la main-d'œuvre sur deux fronts: (1) les hautes compétences d'une personne pouvaient ne pas correspondre à ses tâches professionnelles, ce qui se produisait souvent puisque le marché du travail ne se clarifiait pas à l'aide d'ajustements salariaux; et (2) un surnombre d'employés dans les entreprises publiques et les entreprises privées (voir Hasmath, 2011b).

⁸ Pour stimuler l'emploi et les niveaux de revenus des Ouïghours, le CWF sur le Xinjiang a proposé d'augmenter les transferts fiscaux. Cependant, cela n'augmente pas nécessairement les chances des Ouïghours d'obtenir un statut élevé et des emplois bien rémunérés. En outre, les recommandations du CWF visant à accroître l'urbanisation et la migration interrégionale, bien qu'il s'agisse d'une bonne mesure en principe, se traduisent souvent par une augmentation de la migration des Han plutôt que des minorités ethniques dans le Xinjiang urbain. En fait, de nombreux Ouïghours migrent hors du Xinjiang pour chercher du travail ailleurs en Chine. Enfin,

la dernière recommandation majeure visant à "renforcer l'éducation publique", bien qu'importante, peut avoir un effet discutable étant donné que les Ouïghours ont des difficultés à obtenir de "bons emplois" (lire: un statut élevé et un salaire élevé) malgré un niveau d'éducation élevé, c'est-à-dire qu'ils sont rejetés sur la seule base de leur ethnicité (voir Hasmath, 2011b).

Références

- Becquelin, N. 2004. "Staged Development in Xinjiang." *The China Quarterly* 178: 358-378.
- Blum, S. 2001. *Portraits of Primitives: Ordering Human Kinds in the Chinese Nation*. Lanham MD: Rowman and Littlefield.
- Bonacich, E. 1972. "A Theory of Ethnic Antagonism: The Split Labor Market." *American Sociological Review* 37(5): 547-559.
- Cao, H. 2010. "Urban-Rural Income Disparity and Urbanization: What is the Role of Spatial Distribution of Ethnic Groups? A Case Study of Xinjiang Uyghur Autonomous Region in Western China." *Regional Studies* 44(8): 965-982.
- Cherng, S., Hasmath, R. and Ho, B. 2019. "Holding Up Half the Sky? Ethno-Gender Labour Market Outcomes in China." *Journal of Contemporary China* 28.
- Cheung, S-W. 2012. "Appropriating Otherness and the Contention of Miao Identity in Southwest China." *The Asia Pacific Journal of Anthropology* 13(2): 142-169.
- Dreyer, J. T. 2000. "Ethnicity and Economic Development in Xinjiang." *Inner Asia* 2(2):137-154.
- Fearon, J. and Laitin, D. 2000. "Violence and the Social Construction of Ethnic Identity." *International Organization* 54(4): 845-877.
- Fuller, G.E. and J.N. Lipman. 2004. "Islam in Xinjiang." In *Xinjiang: China's Muslim Borderland*, edited by F.S. Starr, 320-352. Armonk, NY: M.E. Sharpe.
- Gilley, B. 2001. "Uighurs Need Not Apply." *Far Eastern Economic Review* 23 August.
- Giuliano, E. 2000. "Who Determines the Self in the Politics of Self-Determination? Identity and Preference Formation in Tatarstan's Nationalist Mobilization." *Comparative Politics* 32 (3): 295-316.
- Gladney, D. 1994. "Representing Nationality in China: Refiguring Majority/Minority Identities." *The Journal of Asian Studies* 53 (1): 92-123.
- Gladney, D. 1996. "Relational Alterity: Constructing Dungan (Hui), Uyghur, and Kazakh Identities Across Asia, Central Asia, and Turkey." *History and Anthropology* 9(4): 445-477.
- Gaubatz, P. R. 1996. *Beyond the Great Wall: Urban Form and Transformation on the Chinese Frontiers*. Palo Alto, CA: Stanford University Press.
- Grose, T. 2010. "The Xinjiang Class: Education, Integration, and the Uyghurs." *Journal of Muslim Minority Affairs* 30(1): 97-109.
- Habyarimana, J., Humphreys, M., Posner, D.N., and Weinstein, J.M. 2007. "Why Does Ethnic Diversity Undermine Public Goods Provision?" *American Political Science Review* 101(4): 709-725.
- Hasmath, R. 2007. "The Paradox of Ethnic Minority Development in Beijing." *Comparative Sociology* 6(4): 464-480.
- Hasmath, R. 2008. "The Big Payoff? Educational and Occupational Attainments of Ethnic Minorities in Beijing." *European Journal of Development Research* 20(1): 104-116.
- Hasmath, R. 2010. *A Comparative Study of Minority Development in China and Canada*. New York and Basingstoke, UK: Palgrave Macmillan.
- Hasmath, R. 2011a. "The Education of Ethnic Minorities in Beijing." *Ethnic and Racial Studies* 34(11): 1835-1854.

- Hasmath, R. 2011b. "From Job Search to Hiring to Promotion: The Labour Market Experiences of Ethnic Minorities in Beijing." *International Labour Review* 150(1/2): 189-201.
- Hasmath, R. 2014. "The Interactions of Ethnic Minorities in Beijing." *University of Oxford Centre on Migration, Policy and Society Working Paper* 14-111: 1-26.
- Hasmath, R. and Ho, B. 2015. "Job Acquisition, Retention and Outcomes for Ethnic Minorities in Urban China." *Eurasian Geography and Economics* 56(1): 24-43.
- Hasmath, R. and Hsu, J. 2007. "Social Development in the Tibet Autonomous Region: A Contemporary and Historical Analysis." *International Journal of Development Issues* 6(2): 125-141.
- Hasmath, R. and MacDonald, A. 2018. "Beyond Special Privileges: The Discretionary Treatment of Ethnic Minorities in China's Welfare System." *Journal of Social Policy* 47(2): 295-316.
- Howell, A.J. 2013. "Chinese Minority Income Disparity in Urumqi: An Analysis of Han-Uyghur Labour Market Outcomes in the Formal and Informal Economies." *China: An International Journal* 11(3): 1-23.
- Hsu, J. and Hasmath, R., eds. 2013. *The Chinese Corporatist State: Adaption, Survival and Resistance*. New York and Oxford: Routledge.
- Iredale, R., Bilik, N., Su, W., Guo, F. and Hoy, C. 2001. *Contemporary Minority Migration, Education and Ethnicity in China*. Cheltenham: Edward Elgar Publishing.
- Leibold, J. 2009. "Where are the Han?" *Agora* 44(3): 11-16.
- Lin, J.Y. 1988. "The Household Responsibility System in China's Agricultural Reform: A Theoretical and Empirical Study." *Economic Development and Cultural Change* 36(3): 199-224.
- Luo, C. 2014. "Are Beards and Burqas the Right Target in China's Battle Against Radical Islam?" *South China Morning Post* (Hong Kong), 7 August. Available at: <http://www.scmp.com/news/china-insider/article/1568348/are-beards-and-burqas-right-target-chinas-battle-against-radical>
- Ma, R. 2001. *Ethnicity and Social Development*. Beijing: Minzu Press.
- MacDonald, A. and Hasmath, R. (2018) "Outsider Ethnic Minorities and Wage Determination in China", *International Labour Review* 157.
- Maurer-Fazio, M. and Hasmath, R. 2015. "The Contemporary Ethnic Minority in China: An Introduction." *Eurasian Geography and Economics* 56(1): 1-7.
- Miguel, E. and Gugerty, M.K. 2004. "Tribe or Nation? Nation Building and Public Goods in Kenya versus Tanzania." *World Politics* 56(3): 328-362.
- Millward, J. A. and Tursun, N. 2004. "Political History and Strategies of Control, 1884-1978". In *Xinjiang: China's Muslim Borderland*, edited by F.S. Starr, 63-98. Armonk, NY: M.E. Sharpe.
- Mitchell, T. 2015. "China's Great Game." *Financial Times*, 13 October, p. 11.
- Moneyhon, M.D. 2004. "Taming China's 'Wild West': Ethnic Conflict in Xinjiang." *Peace, Conflict, and Development: An Interdisciplinary Journal* 5(5): 2-23.
- National Bureau of Statistics and State Ethnic Affairs Commission (NBS/EAC). 2003. *Tabulation on Nationalities of 2000 Population Census of China, Vols. 1 and 2*. Beijing: The Ethnic Publishing House.
- National Bureau of Statistics and State Ethnic Affairs Commission (NBS/EAC). 2012. *China Ethnic Statistical Yearbook 2012*. Beijing: National Press.
- New York Times. 2009. "Clashes in China Shed Light on Ethnic Divide." July 8.

- Pannell, C.W. and Ma, L.J.C. 1997. "Urban Transition and Interstate Relations in a Dynamic Post-Soviet Borderland: The Xinjiang Uyghur Autonomous Region of China." *Post-Soviet Geography and Economics* 38(4): 206-229.
- Posner, D. 2004. "The Political Salience of Cultural Difference: Why Chewas and Tumbukas are Allies in Zambia and Adversaries in Malawi." *American Political Science Review* 98(4): 529-545.
- Reich, M., Gordon, D. and Edwards, R. 1973. "A Theory of Labour Market Segmentation." *American Economic Review* 63: 359-365.
- Sautman, B. 2000. "Is Xinjiang an Internal Colony?" *Inner Asia* 2(2): 239-271.
- Schein, L. 2000. *Minority Rules: The Miao and the Feminine in China's Cultural Politics*. Durham: Duke University Press.
- Schluessel, E.T. (2009) "History, Identity, and Mother-Tongue Education in Xinjiang." *Central Asian Studies* 28(4): 383-402.
- Seymour, J.D. 2000. "Xinjiang's Production and Construction Corps, and the Sinification of Eastern Turkestan." *Inner Asia* 2(2): 171-193.
- Smith Finley, J. 2002. "Making Culture Matter: Symbolic, Spatial and Social Boundaries Between Uyghurs and Han Chinese." *Asian Ethnicity* 3(2): 153-174.
- Smith Finley, J. 2007. "Chinese Oppression in Xinjiang, Middle Eastern Conflicts and Global Islamic Solidarities Among the Uyghurs." *Journal of Contemporary China* 16(53): 627-654.
- Smith Finley, J. 2013. *The Art of Symbolic Resistance Uyghur Identities and Uyghur-Han Relations in Contemporary Xinjiang*. Leiden: Brill.
- Tam, J. and Hasmath, R. 2015. "Navigating Uncertainty: The Survival Strategies of Religious NGOs in China." *Journal of Civil Society* 11(3): 283-299.
- Van Wie Davis, E. 2008. "Uyghur Muslim Ethnic Separatism in Xinjiang, China." *Asian Affairs: An American Review* 35(1): 15-30.
- Walder, A.G. 1986. *Communist Neo-Traditionalism: Work and Authority in Chinese Industry*. Berkeley: University of California Press.
- Wangdu, K. 2011. "China's Minority Education Policy with Reference to Tibet." *Tibetan Review*, June 2011: 19-23.
- Wiemer, C. 2004. "The Economy of Xinjiang". In *Xinjiang: China's Muslim Borderland*, edited by F.S. Starr, 163-189. Armonk, NY: M.E. Sharpe.
- Wilson, W.J. 1980. *The Declining Significance of Race*. Chicago: University Of Chicago Press.
- Wu, X. and Treiman, D.J. 2004. "The Household Registration System and Social Stratification in China: 1955-1996." *Demography* 41(2): 363-384.
- Xinjiang Population Census. 2002. *Xinjiang Population Census 2000*. Urumqi: People's Publisher.
- Xinjiang Statistical Yearbook. 2012. *Xinjiang Statistical Yearbook, 2011*. Beijing: China Statistics Press.
- Xinjiang Statistical Yearbook. 2002. *Xinjiang Statistical Yearbook, 2001*. Beijing: China Statistics Press.
- Xinjiang Statistical Yearbook. 1997. *Xinjiang Statistical Yearbook, 1996*. Beijing: China Statistics Press.
- Xinjiang Statistical Yearbook. 1992. *Xinjiang Statistical Yearbook, 1991*. Beijing: China Statistics Press.

Zang, X. 2015. *Ethnicity in China: A Critical Introduction*. Cambridge: Polity Press.

Zhang, M. 2003. *China's Poor Regions: Rural-Urban Migration, Poverty, Economic Reform and Urbanisation*. London: RoutledgeCurzon.